



BUREAU DU DIRECTEUR
PARLEMENTAIRE DU
BUDGET

OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY
BUDGET OFFICER

CANADA

**Budget
supplémentaire des
dépenses (A)
2017-2018**

Ottawa, Canada
Le 26 mai 2017
www.pbo-dpb.gc.ca

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est chargé de fournir des analyses indépendantes au Parlement sur l'état des finances publiques, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. À la demande d'un comité ou d'un parlementaire, il est tenu de faire une estimation des coûts de toute proposition concernant des questions qui relèvent de la compétence du Parlement.

Le présent rapport contient une analyse détaillée du premier Budget supplémentaire des dépenses du gouvernement pour l'exercice 2017-2018.

Il a été préparé par le personnel du directeur parlementaire du budget. Negash Haile et Alex Smith ont assuré sa rédaction. Jason Jacques et Mostafa Askari ont fourni leurs commentaires. Nancy Beauchamp et Jocelyne Scrim ont participé à la préparation du rapport aux fins de publication. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez envoyer un message à pbo-dpb@parl.gc.ca.

Jean-Denis Fréchette
Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Résumé	1
1. Contexte	2
2. Aperçu	3
2.1. Autorisations totales	3
2.2. Suivi des mesures de dépenses du Budget de 2017	4
2.3. Alignement du budget sur le Budget principal des dépenses	5
3. Nouvelles dépenses par secteur stratégique	8
3.1. Affaires économiques	9
3.2. Affaires sociales	11
3.3. Affaires internationales	13
3.4. Affaires gouvernementales	14
Annexe A : Suivi, dans les Budgets supplémentaires, des mesures de dépenses du Budget de 2017	16
Notes	27

Résumé

Dans ce *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*, on demande du Parlement d'autoriser de nouvelles dépenses de 3,7 milliards de dollars. Les dépenses législatives prévues sont de 62 millions de dollars (0,04 %) plus élevées que celles énoncées dans le *Budget principal des dépenses 2017-2018*.

Les politiques du gouvernement peuvent être regroupées en quatre secteurs, et des dépenses importantes sont proposées pour chacun d'entre eux :

- Affaires gouvernementales : 625 millions de dollars pour la ratification des conventions collectives;
- Affaires sociales : 447 millions de dollars pour le règlement de revendications particulières des Premières nations, et 185 millions de dollars à l'appui du Plan des niveaux d'immigration pour 2017;
- Affaires économiques : 400 millions de dollars pour les paiements de transfert aux provinces et aux territoires en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants;
- Affaires internationales : 18 millions pour accroître l'investissement étranger direct au Canada.

Le DPB a suivi les mesures de dépenses énoncées dans le Budget de 2017, et en tout, 19 des 94 mesures de dépenses (20 %) sont financées dans le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*, pour un total de 1,0 milliard de dollars. Ce financement couvre 44 % des dépenses supplémentaires allouées pour 2017-2018 dans le Budget de 2017.

Le gouvernement a proposé, pour un meilleur alignement avec le budget, de reporter au 1^{er} mai la publication du Budget principal des dépenses, et de revoir ses processus internes. Cependant, cette proposition n'améliorera peut-être pas sensiblement l'alignement des deux documents, si on considère le nombre limité de mesures du Budget de 2017 qui se retrouvent dans ce Budget supplémentaire des dépenses.

1. Contexte

Habituellement, le gouvernement dépose au Parlement cinq projets de loi de crédits par année pour obtenir les autorisations de dépenser annuelles. Les deux premiers — les plus importants — correspondent au Budget principal des dépenses du gouvernement, qui couvre quelque 95 % de l'ensemble des dépenses de l'exercice. Les trois autres projets de loi de crédits correspondent aux budgets supplémentaires des dépenses, que le gouvernement dépose au Parlement pour faire approuver les dépenses à consacrer aux initiatives « qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du Budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite¹ ».

Normalement, le gouvernement dépose au Parlement un projet de loi de crédits pour chacune des trois périodes de crédits parlementaires, qui prennent fin respectivement le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) correspond à la première période de crédits. Par le passé, le gouvernement a indiqué que le premier budget supplémentaire des dépenses vise principalement à prendre en compte bon nombre des nouvelles dépenses comprises dans son récent budget. Toutefois, dans la pratique, l'autorisation législative de dépenser dans le cadre de nouvelles propositions budgétaires est demandée tout au long de l'année au moyen du deuxième et du troisième budget supplémentaire des dépenses, ou même au cours des exercices subséquents.

2. Aperçu

2.1. Autorisations totales

Le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017–2018* prévoit des dépenses de 3,8 milliards de dollars. Les nouvelles dépenses votées, auxquelles le Parlement doit consentir en adoptant un projet de loi de crédits, s'élèvent à 3,7 milliards de dollars. Les dépenses législatives, qui sont assujetties aux autorisations législatives permanentes, sont de 62 millions de dollars (0,04 %) supérieures à ce qu'énonçait le *Budget principal des dépenses de 2017-2018*.

Quant aux autorisations non budgétaires — prêts, investissements, avances — elles connaissent une hausse de 655 millions de dollars.

Tableau 2-1

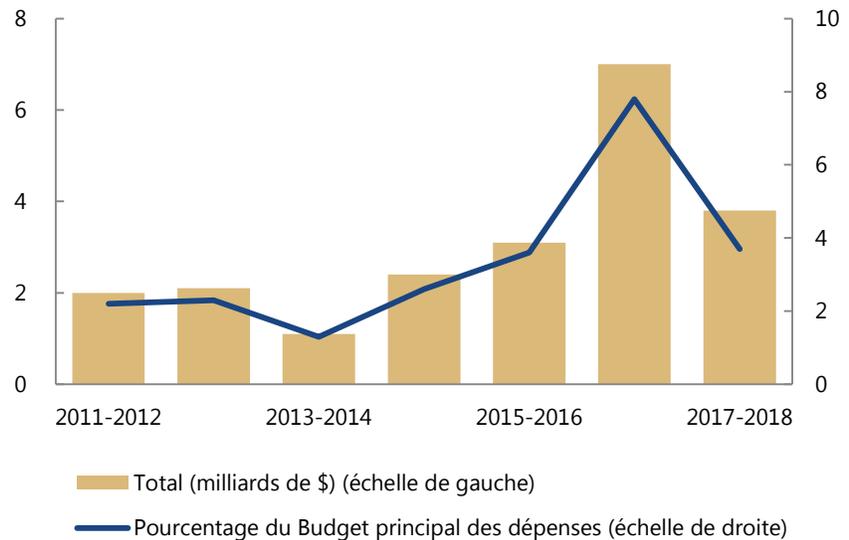
Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017–2018 : autorisations totales

	Budgétaires (millions de \$)	Non budgétaires (millions de \$)
Votées	3 722	30
Législatives	62	625
Total	3 784	655

Source : Secrétariat du Conseil du Trésor, *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018*.

Les autorisations budgétaires votées du Budget supplémentaire (A) de cette année, bien qu'elles soient beaucoup plus basses que celles de l'année dernière (figure 2-1), sont considérables si on les compare avec les années antérieures.

Figure 2-1 Budgets supplémentaires des dépenses (A), autorisations budgétaires votées



Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Budgets supplémentaires des dépenses (A), calculs du DPB.

2.2. Suivi des mesures de dépenses du Budget de 2017

Dans son budget, le gouvernement présente son plan financier, c'est-à-dire, entre autres, les dépenses supplémentaires qu'il veut consacrer aux programmes en cours et ses nouvelles initiatives de dépenses. La plupart des mesures de dépenses énoncées dans le budget relèvent du processus des budgets supplémentaires des dépenses et doivent être autorisées, au Parlement, par un projet de loi de crédits.

Pour faire le suivi des mesures de dépenses du Budget de 2017, le DPB a relevé celles qui étaient associées à des dépenses projetées pendant l'exercice 2017-2018, puis les a jumelées aux postes du *Budget principal des dépenses (A) de 2017-2018*.

Comme le montre l'annexe A, 19 des mesures de dépenses énoncées dans le Budget de 2017 sont financées dans le *Budget supplémentaire des dépenses (A) 2017-2018*, pour un total de 1,0 milliard de dollars.

Nous mettrons ce tableau à jour à mesure que les budgets supplémentaires subséquents seront rendus publics. Nous publierons aussi un document de suivi sur la mise en œuvre, pendant l'exercice de 2016-2017, des mesures de dépenses et de fiscalité énoncées dans le Budget de 2016.

2.3. Alignement du budget sur le Budget principal des dépenses

Comme le Budget principal des dépenses est préparé avant le budget, les dépenses annoncées dans le budget sont habituellement inscrites aux budgets supplémentaires des dépenses, ou encore au Budget principal des dépenses des exercices subséquents. Il en résulte que le budget n'est pas harmonisé avec le Budget principal des dépenses.

Dans son [projet de réforme](#) dévoilé en octobre 2016, le gouvernement a proposé de reporter au 1^{er} mai la publication du Budget principal des dépenses, afin que les mesures annoncées dans le budget puissent y être inscrites (il ne serait alors plus nécessaire de présenter un budget supplémentaire au printemps).

Dans la [note](#) du DPB sur le *Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2016-2017*, nous avons fait observer que si la majorité (70 %) du financement des autorisations votées se rapportant au Budget de 2016 était inscrite au Budget supplémentaire des dépenses (A), plus des deux tiers des postes budgétaires de 2016-2017 figuraient plutôt aux Budgets supplémentaires (B) et (C).

Le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018* contient 26 postes liés au Budget de 2017, pour un total de 1,0 milliard de dollars, ce qui correspond à 44 % des fonds alloués pour 2017-2018 dans ce budget. Comme le montre le tableau 2-2, ce montant comprend des autorisations votées de 578 millions de dollars pour cinq mesures du Budget de 2016, et de 3 millions de dollars pour une mesure remontant au Budget de 2015².

Tableau 2-2

Mesures du Budget financées dans le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018*

Budget	Nombre de postes se rapportant au Budget	Autorisations votées se rapportant au Budget (millions de \$)
2015	1	3
2016	5	578
2017	26	994

Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018*, calculs du DPB.

Comme le montrent le tableau 2-3 et l'annexe A, le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018* finance 19 des 94 mesures de dépenses du Budget 2017, ou 20 % d'entre elles.

Tableau 2-3 Mesures du Budget financées dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) correspondant

Budget supplémentaire des dépenses	Nombre de postes se rapportant au Budget	Nombre de mesures du Budget qui sont financées	Pourcentage des mesures du Budget qui sont financées	Total des autorisations votées se rapportant au Budget (millions de \$)
Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2016-2017	33	63	47	5 932
Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018	26	19	20	994
<i>Changement net</i>	<i>(7)</i>	<i>(44)</i>	<i>(37)</i>	<i>(4 938)</i>

Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Budgets supplémentaires des dépenses (A) de 2016-2017 et de 2017-2018*, calculs du DPB.

N.B. : Un même poste dans les Budgets supplémentaires des dépenses peut financer plus d'une mesure budgétaire, et inversement, plusieurs postes peuvent financer une seule mesure budgétaire. Par ailleurs, les budgets supplémentaires des dépenses subséquents pourraient apporter du financement supplémentaire aux mêmes mesures, ou à d'autres.

Dans son [Plan ministériel de 2017-2018](#), le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada s'est engagé à ce que 100 % des initiatives budgétaires soient comprises dans le prochain budget des dépenses d'ici le 31 mai 2018³. S'il atteignait cet objectif et que le Budget principal des dépenses était présenté après le budget, les deux documents pourraient être harmonisés. L'inscription d'un nombre et d'un pourcentage accrus de mesures budgétaires au Budget supplémentaire du printemps serait une façon pour le Secrétariat de montrer qu'il progresse vers la cible qu'il s'est donnée.

Or, le tableau 2-2 montre que le Secrétariat, au lieu de se rapprocher de sa cible en 2017-2018, s'en éloigne. La question se pose donc : le report du Budget principal des dépenses proposé par le gouvernement permettrait-il vraiment d'améliorer l'alignement avec le budget?

Comme nous l'avons dit, « à moins que le gouvernement ne s'engage concrètement à réformer sa gestion interne, ce n'est probablement pas en retardant de huit semaines le budget principal des dépenses qu'on réalisera son plein alignement avec le budget⁴ ».

3. Nouvelles dépenses par secteur stratégique

Le gouvernement classe chaque dollar qu'il dépense dans une catégorie stratégique (figure 3-1). Il existe quatre grands thèmes et 16 sous-thèmes. Les rubriques principales (affaires économiques, sociales, internationales et gouvernementales) visent à saisir l'essence des dépenses gouvernementales. En suivant les affectations et les dépenses dans ce cadre, les parlementaires sont à même de comprendre les buts et priorités stratégiques du gouvernement.

Figure 3-1 Autorisations de dépenses pangouvernementales

	Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018 (millions de \$)	Total des budgets des dépenses à ce jour, 2017-2018 (millions de \$)	Changement %
Affaires économiques	1 503	180 957	1 %
Une croissance économique forte	758	111 772	1 %
La sécurité du revenu et l'emploi pour les Canadiens	-	58 613	0 %
Une économie axée sur l'innovation et le savoir	618	8 776	7 %
Un environnement propre et sain	112	2,287	5 %
Un marché équitable et sécurisé	15	507	3 %
Affaires sociales	1 393	48 318	3 %
Une société diversifiée qui favorise la dualité linguistique et l'inclusion sociale	692	9 867	7 %
Un Canada sécuritaire et sécurisé	540	28 844	2 %
Des Canadiens en santé	119	7 119	2 %
Une culture et un patrimoine canadiens dynamiques	42	2 485	2 %
Affaires internationales	55	7, 32	1 %
La réduction de la pauvreté dans le monde grâce au développement international durable	-	3 678	0 %
Un monde sécuritaire et sécurisé grâce à l'engagement international	33	3 477	1 %
Un Canada prospère grâce au commerce international	22	267	8 %
Un partenariat nord-américain fort et mutuellement avantageux		10	0 %
Affaires gouvernementales	833	24 996	3 %
Des activités gouvernementales bien gérées et efficaces	795	23 384	3 %
Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	34	733	5 %
Des institutions démocratiques fortes et indépendantes	4	879	0 %

Sources : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018*, calculs du DPB.

3.1. Affaires économiques

On trouve au *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018* des dépenses de 1,5 milliard de dollars sous la rubrique Affaires économiques. De ce montant, 618 millions de dollars se rapportent à la sous-catégorie *Une économie axée sur l'innovation et le savoir*, où la dépense la plus élevée — 400 millions de dollars — vise les ententes de transfert d'Emploi et Développement social Canada avec les provinces et les territoires afin d'appuyer l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

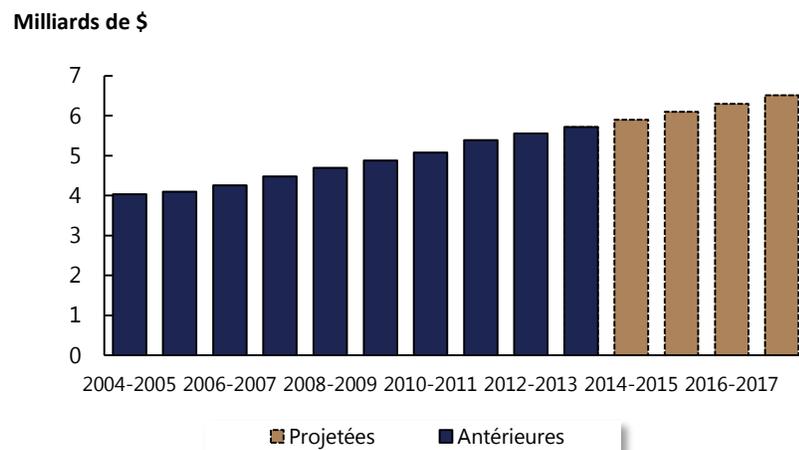
Dans le Budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à investir 500 millions de dollars dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants en 2017-2018;

de ce montant, 400 millions de dollars étaient prévus pour l'établissement d'un cadre pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec les provinces et les territoires, et 100 millions de dollars étaient destinés aux jeunes enfants autochtones dans les réserves. Dans le Budget de 2017, 7 milliards de dollars sur 10 ans sont promis pour cette initiative. Ce budget a aussi confirmé qu'un cadre distinct pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones sera créé en collaboration avec des partenaires autochtones. Ce cadre distinct tiendra compte des cultures et des besoins particuliers des enfants inuits, métis et des Premières Nations de l'ensemble du Canada.

Selon le gouvernement, les investissements annoncés dans les Budgets de 2016 et de 2017 pourraient permettre, sur les trois prochaines années, la création de jusqu'à 40 000 nouvelles places subventionnées en garderie pour les familles à revenu faible ou modeste.

Pour mettre en contexte cet investissement, signalons qu'on estime que les ménages canadiens dépenseront approximativement 6,5 milliards de dollars en services de garde en 2017-2018⁵.

Figure 3-2 Dépenses totales des ménages en services de garde au Canada



Sources : Comptes provinciaux de Statistique Canada, calculs du DPB.

Compte tenu des dépenses que les ménages consacrent à la garde des jeunes enfants, les parlementaires souhaiteront peut-être examiner les projections avancées quant au nombre d'enfants que ce financement aidera.

3.2. Affaires sociales

Selon le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018*, les dépenses au titre des affaires sociales devraient augmenter de 1,4 milliard de dollars.

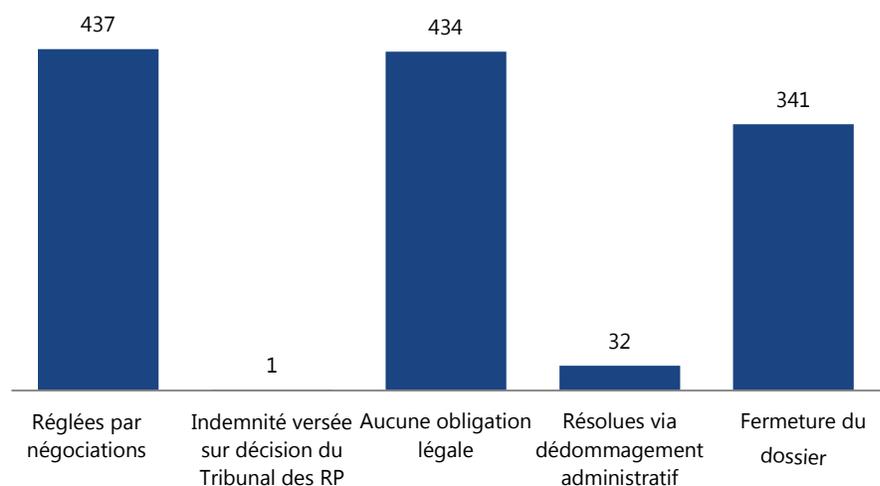
Revendications particulières

La sous-catégorie *Une société diversifiée qui favorise la dualité linguistique et l'inclusion sociale* recevrait 692 millions de dollars supplémentaires, dont la plus grande partie — 447 millions de dollars — serait consacrée au règlement des revendications particulières par Affaires autochtones et du Nord Canada. Le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018* accorderait aussi au Ministère un financement continu de 20 millions de dollars par année pour le processus de règlement des revendications particulières.

Les revendications particulières concernent les obligations du Canada en vertu des traités historiques avec les Premières Nations, ou encore la gestion par le gouvernement des fonds ou des biens des Premières Nations.

Depuis 1973, 1 245 revendications particulières ont été conclues; de ce nombre, 437 ont été réglées par négociations, et 434 n'ont débouché sur aucune obligation légale. Comme le montre la figure 3-3, une seule revendication particulière a débouché sur l'octroi, par le Tribunal des revendications particulières, d'une indemnité.

Figure 3-3 Revendications particulières conclues, 1973-2017



Source : Affaires autochtones et du Nord Canada, *Sommaire national des revendications particulières*.

Par ailleurs, 377 revendications sont actuellement à l'étude ou en cours de négociation, 65 font l'objet d'un litige actif, et 77 sont devant le Tribunal des revendications particulières⁶.

Le Tribunal des revendications particulières a été établi en 2008 pour accélérer le règlement des revendications particulières. Il a rendu 49 décisions mais, au mois de septembre 2016, avait un arriéré de 72 revendications. Le Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018 prévoit l'octroi de 2,7 millions de dollars au Tribunal.

Les parlementaires souhaiteront peut-être que le gouvernement leur explique ce qu'il fait pour que les 519 revendications qui sont en cours, en litige actif ou devant le Tribunal soient réglées dans des délais adéquats.

Niveaux d'immigration

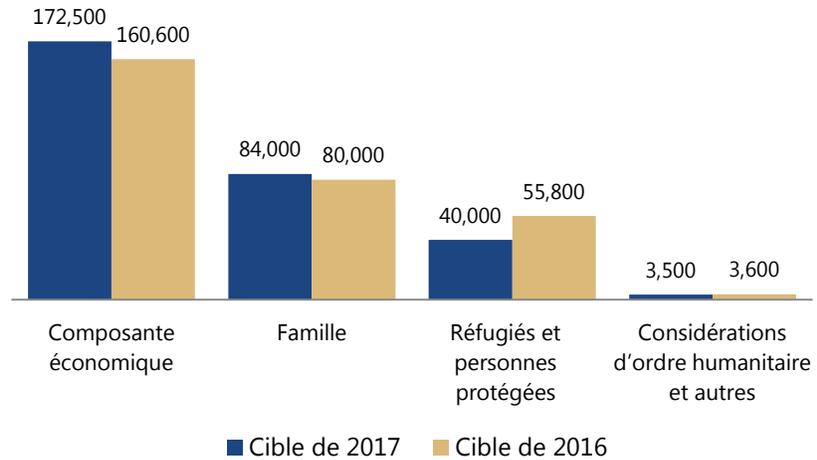
À la sous-catégorie *Un Canada sécuritaire et sécurisé*, l'Agence des services frontaliers du Canada, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada recevraient 185 millions de dollars à l'appui du Plan des niveaux d'immigration pour 2017.

Ce financement servira au traitement et à la réinstallation des 300 000 immigrants ciblés en 2017 et à la mise en œuvre de la Stratégie en matière de compétences mondiales, qui vise à accélérer l'octroi des visas d'entrée au Canada des professionnels recherchés.

Le nombre de personnes recevant le statut de résident permanent de la part du gouvernement du Canada a augmenté de près de 21 % depuis 2011, année où la cible était d'environ 250 000 immigrants.

Les cibles d'immigration du gouvernement pour 2017 visent notamment l'admission de 40 000 réfugiés et personnes protégées, ce qui représente une diminution par rapport à la cible de 2016, qui était de 55 800 réfugiés et personnes protégées. Sur les 40 000 réfugiés ciblés, 16 000 seront parrainés par le secteur privé, tandis que 7 500 recevront l'appui direct du gouvernement⁷. La figure 3-4 illustre les changements de composition des cibles d'immigration.

Figure 3-4 Cibles d'immigration, 2016 et 2017



Source : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

3.3. Affaires internationales

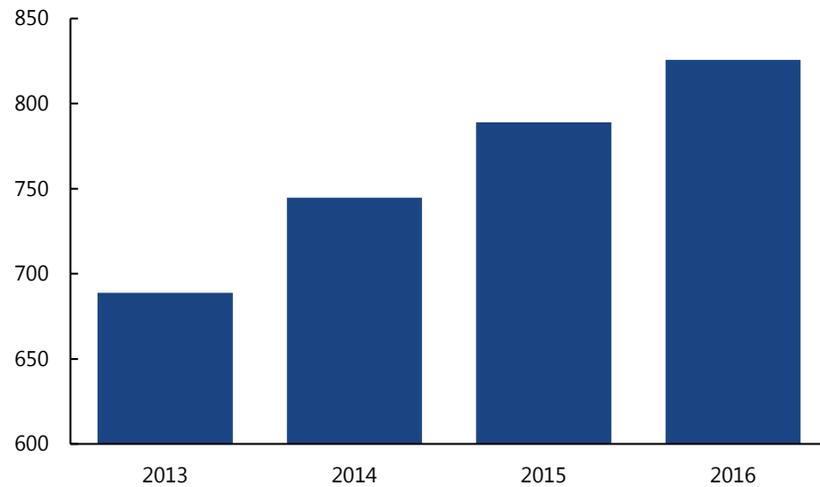
Ce sont les affaires internationales qui recevraient le moins de fonds supplémentaires, soit 55 millions de dollars.

À la sous-catégorie *Un Canada prospère grâce au commerce international*, le gouvernement demande 18 millions de dollars pour accroître l'investissement direct étranger au Canada, notamment par la création d'un nouvel établissement public, Promotion de l'investissement au Canada.

Dans le Budget 2017, le gouvernement a promis de consacrer 218 millions de dollars sur cinq ans à la promotion du Canada comme destination de l'investissement étranger. Comme le montre la figure 3-5, l'investissement étranger au Canada connaît une augmentation constante depuis quelques années; de 689 milliards de dollars en 2013, il a passé à 826 milliards de dollars en 2016⁸.

Figure 3-5 Investissement direct étranger au Canada

Milliards de \$



Source : Statistique Canada.

3.4. Affaires gouvernementales

À la rubrique des affaires intergouvernementales, le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018* prévoit une augmentation globale des dépenses de l'ordre de 833 millions de dollars.

La principale dépense dans cette catégorie est une somme de 625 millions de dollars octroyée au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour les besoins en matière de rémunération. Ces fonds, inscrits à la sous-catégorie *Des activités gouvernementales bien gérées et efficaces*, compenseraient les ministères et les organismes pour les coûts liés à la ratification des conventions collectives (surtout le traitement rétroactif), la ronde de négociation actuelle ayant débuté en décembre 2013.

La plupart des accords préliminaires conclus entre le gouvernement et les agents négociateurs ne sont pas encore en vigueur, étant donné, entre autres raisons, qu'on doute de la capacité du système de paie du gouvernement, Phénix, de traiter les changements.

Les 545 millions de dollars consacrés aux besoins de la rémunération figuraient déjà au *Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2016-2017*. Dans la note du DPB sur ce document, nous signalons qu'il était peu probable que les fonds soient versés avant la fin de l'exercice, et de fait, les sommes affectées par le Parlement sont restées inutilisées.

Les conventions collectives conclues à ce jour prévoient une augmentation des salaires de 5 %, en moyenne, sur quatre ans, ainsi qu'un rajustement additionnel de 1 %. Les données comptables du gouvernement indiquent que les coûts des salaires à temps plein et à temps partiel dans la fonction publique ont atteint environ 19,7 milliards de dollars en 2015-2016. Si ces rajustements salariaux étaient appliqués à la grandeur de la fonction publique, le traitement rétroactif total pourrait se chiffrer à 2,3 milliards de dollars, et les coûts salariaux annuels pourraient augmenter de 1,2 milliard de dollars en 2017-2018 (ils pourraient être couverts en partie par les budgets de fonctionnement des organisations, dont le gel en 2013 a entraîné le report de certains fonds des exercices 2014-2015 et 2015-2016).

Compte tenu de ce qui précède, les parlementaires souhaiteront peut-être surveiller quand et comment les coûts des conventions collectives seront mis en œuvre, et évaluer si des fonds supplémentaires seront requis pour les conventions collectives qu'il reste à conclure.

Annexe A : Suivi, dans les Budgets supplémentaires, des mesures de dépenses du Budget de 2017

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
Chapitre 1 — Compétences, innovation et emplois pour la classe moyenne						
57	Aider les Canadiens à obtenir un nouvel emploi ou un meilleur emploi ¹	200	Fonds pour les ententes de transfert relatives au marché du travail (budget fédéral de 2017)	75 000 000	Emploi et Développement social	A
65	Élargir la Stratégie emploi jeunesse	150	Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	10 952 350	Agence Parcs Canada	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	10 000 000	Conseil national de recherches du Canada	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	2 562 955	Agriculture et Agroalimentaire	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	54 646 116	Emploi et Développement social	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	11 260 800	Environnement	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	38 506 552	Affaires indiennes et du Nord canadien	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	7 476 851	Ressources naturelles	A

¹ Cette mesure comprend aussi les modifications à la *Loi sur l'assurance-emploi* visant à élargir l'admissibilité aux programmes et services dans le cadre des Ententes sur le développement du marché du travail.

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
			2017) (poste horizontal)			
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	6 840 051	Patrimoine canadien	A
			Fonds pour la Stratégie emploi jeunesse (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	4 080 175	Société canadienne d'hypothèques et de logement	A
			Total	146 325 850		
66	Une nouvelle approche ambitieuse en matière d'apprentissage intégré au travail	12				
70	Améliorer le versement des prestations	12				
71	Moderniser le <i>Code canadien du travail</i>	2				
72	Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire	45				
72	Indspire	5				
73	Appuyer l'accès au perfectionnement des compétences et à la formation pour les Autochtones	50				
73	Réduire les obstacles à l'emploi pour les jeunes des Premières Nations qui vivent dans les réserves	39	Fonds pour les collectivités des Premières Nations et les organisations afin d'offrir le Programme d'aide au revenu dans les réserves (budget fédéral de 2017)	39 200 000	Affaires indiennes et du Nord canadien	A
74	Investir dans l'éducation de base des adultes dans le Nord	5				
74	Stratégie en matière de compétences mondiales	4				
75	Attirer les talents afin de renforcer la recherche universitaire	4				

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
78	Améliorer le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme de mobilité internationale	82				
79	Reconnaissance des titres de compétences étrangers	6				
80	Enseigner aux enfants à coder	20				
81	Élargir les possibilités d'apprentissage numérique	1				
81	Développer des technologies d'assistance	2				
82	Rendre l'accès Internet à domicile plus abordable pour les familles à faible revenu	3				
83	Promouvoir les domaines de la STIM auprès des jeunes Canadiens	4				
89	Accélérer l'innovation à l'aide des supergrappes	50				
91	Innover pour résoudre les grands défis du Canada	37				
92	Nouveau fonds pour l'innovation stratégique : Un outil plus simple et plus souple pour faire croître l'économie canadienne	50				
93	Appuyer les innovateurs canadiens à l'aide du capital de risque	3				
95	Appuyer la nouvelle génération d'entrepreneurs	7	Fonds pour Futurpreneur Canada (budget fédéral de 2017)	7 000 000	Industrie	A

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
96	Contribuer à la croissance des entreprises innovantes à l'aide de l'approvisionnement stratégique	10				
97	Optimiser les ressources en matière d'approvisionnement	3				
99	Renforcer les sciences au gouvernement	2				
100	Positionner le Conseil national de recherches du Canada au sein du Plan pour l'innovation et les compétences	60	Fonds pour le maintien des activités du Conseil national de recherches du Canada (budget fédéral de 2017)	52 378 832	Conseil national de recherches du Canada	A
101	Exploration de l'espace	2				
101	Information quantique	5	Fonds pour verser une contribution à l'Université de Waterloo pour l'Institut de l'informatique quantique (budget fédéral de 2017)	5 000 000	Industrie	A
101	Innovation sociale	5				
101	Collaborations internationales en recherche	7	Fonds pour l'Institut canadien de recherches avancées (budget fédéral de 2017)	7 000 000	Industrie	A
102	Attirer les touristes internationaux pour faire croître l'économie	5				
103	<i>Loi sur Investissement Canada</i>	1	Fonds pour les examens au titre de la sécurité nationale des investissements étrangers (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	735 208	Sécurité publique et Protection civile	A
			Fonds pour les examens au titre de la sécurité nationale des investissements étrangers (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	275 157	Service canadien du renseignement de sécurité	A
			Total	1 010 365		
104	Faire progresser l'harmonisation des règlements	2	Fonds pour appuyer une coopération continue en matière de réglementation (budget fédéral de 2017)	1 592 686	Secrétariat du Conseil du Trésor	A

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
105	Soutenir les emplois dans le secteur des ressources	30				
108	Accès des entreprises des technologies propres au financement	51				
110	Promouvoir la démonstration des technologies propres	25				
111	Encourager les technologies propres dans les secteurs des ressources naturelles	13				
112	Tirer parti du développement international des entreprises au chapitre des technologies propres	3				
113	Établir une stratégie relative aux données sur les technologies propres et le Carrefour de la croissance propre	6				
122	Faire progresser les sciences et l'innovation agricoles	4				
Chapitre 2 – Des communautés conçues pour l'avenir						
132	Encourager l'innovation à l'aide du Défi des villes intelligentes	5				
133	Générer des résultats grâce à la Banque de l'infrastructure du Canada	149				
141	Achever le Sentier transcanadien	6				
142	Protéger les écosystèmes marins et d'eau douce du Canada	17				
145	Un secteur des transports à plus grande efficacité énergétique	1				
146	Donner l'exemple	2				

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
147	Adaptation et résilience aux changements climatiques	33				
148	Politiques, communications et mobilisation	5				
153	Nouveau Fonds national pour le logement	10				
156	Rendre disponibles un plus grand nombre de terres fédérales pour le logement abordable	2				
157	Renforcer la recherche sur le logement et établir un cadre de statistiques sur le logement	8				
159	Fonds national des corridors commerciaux	31				
160	Système d'information sur le commerce et le transport	5				
161	Moderniser le réseau de transport du Canada	11				
162	Relier les communautés par les chemins de fer et les voies navigables	300	Fonds pour les services nationaux de transport ferroviaire de passagers (budget fédéral de 2017)	235 397 834	VIA Rail Canada inc.	A
			Fonds pour les services de traversier entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador (budget fédéral de 2017)	134 920 000	Marine Atlantique S.C.C.	A
			Total	370 317 834		
162	Investir dans les ports pour petits bateaux du Canada	5				
163	Protéger les voyageurs aériens	152	Fonds pour le contrôle amélioré des non-passagers (budget fédéral de 2017)	131 892 868	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	A
			Fonds pour le contrôle préembarquement (budget fédéral	18 907 132	Administration canadienne de la	A

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
			de 2017)		sûreté du transport aérien	
			Total	150 800 000		
Chapitre 3 – Un Canada fort à l'échelle nationale et internationale						
180	Médicaments sur ordonnance et innovation en santé	40				
181	Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances	14				
183	Fonds d'investissement santé pour les territoires	27				
184	Soutien aux athlètes d'élite du Canada	5				
187	Des communautés inuites et des Premières Nations en meilleure santé	128				
190	Renouvellement de la relation de nation à nation ²	41	Fonds pour le Programme des revendications particulières (budget fédéral de 2017)	20 010 682	Affaires indiennes et du Nord canadien	A
			Fonds pour le Tribunal des revendications particulières Canada (budget fédéral de 2017)	2 656 949	Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	A
			Total	22 667 631		
191	Mesures pour préserver, revitaliser et renforcer les langues et les cultures autochtones	30				
193	Investir dans le sport pour les jeunes Autochtones	2				
193	Promouvoir le recours à des pratiques	11	Fonds pour le Programme de justice autochtone (budget	10 833 964	Justice	A

² Cette mesure combine plusieurs initiatives de dépenses.

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
	de justice réparatrice		fédéral de 2017)			
194	Réadaptation et réintégration d'anciens délinquants	8				
195	Appuyer la participation autochtone dans les pêches	37	Fonds pour le renouvellement des initiatives des pêches commerciales de l'Atlantique et du Pacifique (budget fédéral de 2017)	32 229 360	Pêches et Océans	A
195	Projet pilote de gardiens autochtones pour favoriser l'intendance environnementale des terres autochtones	5				
196	Programmes et services personnalisés pour appuyer les Autochtones vivant en milieu urbain	24				
204	Éliminer les délais liés à la réadaptation professionnelle pour les survivants et les conjoints des anciens combattants	2				
205	Élargir l'accès des centres de ressources pour les familles des militaires aux familles des anciens combattants libérés pour raisons médicales	29				
208	La croissance et le développement en Asie	53				
211	Améliorer l'accès aux marchés pour les pays les moins développés du monde	3				
211	Contribuer à l'édification d'un monde	3				

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
	plus sécuritaire et plus prospère					
212	Protéger l'intégrité du système d'octroi de l'asile du Canada	6				
213	De meilleurs services d'aide juridique pour les demandeurs d'asile	14	Fonds pour les services d'aide juridique pour l'immigration et les réfugiés (budget fédéral de 2017)	14 200 000	Justice	A
213	Renforcer la coopération mondiale du Canada	1				
217	Nouvelle stratégie nationale pour combattre la violence fondée sur le sexe	19				
218	Soutien au conseiller spécial du premier ministre sur les enjeux liés aux LGBTQ2	1				
218	Modernisation de notre système correctionnel	6				
219	Renforcement du système de justice familiale	22	Fonds pour le soutien fédéral au système canadien de justice familiale (budget fédéral de 2017)	20 088 237	Justice	A
219	Une magistrature forte	1				
220	Amélioration de l'accès au système de justice canadien	9				
221	Assurer que le Parlement sert les Canadiens dans la langue officielle de leur choix	8				
221	Protéger les communautés à risque	1				
222	Protéger les infrastructures essentielles	1	Fonds pour accroître la résilience des infrastructures essentielles au Canada (budget fédéral de 2017)	1 099 233	Sécurité publique et Protection civile	A
222	Infrastructure énergétique	6	Fonds pour la surveillance de la sécurité des pipelines tout au long de leur cycle de vie (budget fédéral de 2017)	4 427 356	Office national de l'énergie	A

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
			Fonds pour la capacité de communications et d'accès à l'information (budget fédéral de 2017)	498 624	Office national de l'énergie	A
			Total	4 925 980		
222	Améliorer la sécurité des explosifs	1				
223	Renforcer le système canadien de salubrité des aliments	37	Fonds pour maintenir les activités essentielles en matière de salubrité des aliments en vue de prévenir, de détecter, et d'intervenir en cas d'éclosions de maladies d'origine alimentaire (budget fédéral de 2017)	12 505 991	Agence canadienne d'inspection des aliments	A
			Fonds pour maintenir la présence quotidienne d'inspecteurs, à chaque quart de travail, dans les établissements de transformation de la viande agréés par le gouvernement fédéral (budget fédéral de 2017)	10 751 240	Agence canadienne d'inspection des aliments	A
			Fonds visant à préserver le Bureau de vérification des inspections de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (budget fédéral de 2017)	4 324 755	Agence canadienne d'inspection des aliments	A
			Fonds pour maintenir les activités essentielles liées à la salubrité des aliments (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	3 810 709	Agence canadienne d'inspection des aliments	A
			Fonds pour maintenir les activités essentielles liées à la salubrité des aliments (budget fédéral de 2017) (poste horizontal)	609 949	Santé	A
			Total	32 002 644		

Page	Description dans le Budget de 2017	Montant projeté 2017-2018 (millions de \$)	Description dans les Budgets supplémentaires des dépenses	Montant dans les Budgets supplémentaires des dépenses (\$)	Organisation	Budgets supplémentaires 2017-2018
Chapitre 4 — Équité fiscale pour la classe moyenne						
233	Sévir contre l'évasion fiscale et lutter contre l'évitement fiscal ³	-122				
243	Renouveler le financement accordé au ministère des Finances pour appuyer un secteur financier résilient	2				

³ Le gouvernement s'attend à ce que cette activité génère des recettes supérieures aux dépenses.

Notes

1. Secrétariat du Conseil du Trésor, *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018*. <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/depenses-prevues/budgets-supplementaires.html>
2. Le Secrétariat du Conseil du Trésor calcule que le *Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2017-2018* contient 39 % du financement alloué par le Budget de 2017, et des fonds de 616 millions de dollars se rapportant au Budget de 2016. Le Secrétariat compte les postes qui n'ont pas pour source indiquée le Budget de 2016, ainsi que les dépenses législatives. Nous ne comptons quant à nous que les autorisations votées, étant donné que les changements aux dépenses législatives relèvent le plus souvent des projets de loi d'exécution du budget, et non du processus des budgets des dépenses.
3. Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Plan ministériel de 2017-2018*. <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/organisation/rapports/plan-ministeriel-secretariat-conseil-tresor-canada-2017-2018.html#toc6.1.1>
4. Directeur parlementaire du budget, *Points à considérer par le Parlement sur la réforme des travaux des subsides*. http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/files/Publications/Business%20of%20Supply%20Reform_FR.pdf
5. Directeur parlementaire du budget, *Les dépenses fédérales au titre de la garde d'enfants et leurs bénéficiaires*. http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/files/Child_Care_FR.pdf
6. Affaires autochtones et du Nord Canada, *Sommaire national des revendications particulières*. <http://services.aadnc-aandc.gc.ca/SCBRI E/Main/ReportingCentre/External/externalreporting.aspx?lang=fr>. Le Ministère a communiqué au DPB des données à jour le 23 mai 2017.
7. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, *Principaux faits saillants — Plan des niveaux d'immigration pour 2017*. http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1145319&_ga=2.241549505.2124757353.1495643734-1309607619.1456337181
8. Statistique Canada, Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays. <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26;jsessionid=C618B9C06FAD11F029760B5B181E37CF?id=3760051&pattern=&p2=31&tabMode=dataTable&p1=1&stByVal=1&csid=&retrLang=fr&lang=fr>